

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVELNORD

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2025.086

Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en lien avec le projet d'équiper des véhicules utilitaires, fabriqués sur le site, d'un moteur à hydrogène et d'installer, par conséquent, une station service à hydrogène sur le site.

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, l'inspection a saisi les services du SDIS (Service Départemental d'Intervention et de Secours) afin de recueillir leur avis sur le projet en lien avec le risque incendie.

Afin de présenter cet avis et les motivations qui ont amené les propositions de prescriptions en lien avec les quantités d'eau disponibles sur le site et les débits à vérifier pour les poteaux incendie, une réunion a été provoquée et s'est tenue le 25/02/2025. Cette réunion qui s'est tenue sur le site de SEVELNORD a également permis à l'inspection de contrôler quelques dispositions actuelles en lien

avec le risque incendie, objets des points de contrôles de ce présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit, sur le site d'Hordain, des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023.

Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site. Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.11.6	Sans objet
2	Formation - Service de secours	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.13	Sans objet
3	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les besoins en eau prescrits sont disponibles sur le site et qu'une organisation des secours est en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose du réseau d'eau potable ainsi que d'une réserve d'eau permanente d'une capacité minimale de 3000m ³ . Le débit total disponible est de 700 m ³ /h. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection, disposer : <ul style="list-style-type: none">• d'une cuve enterrée de volume 1762 m³ destinées à alimenter le réseau des robinets d'incendie armé (RIA), les poteaux incendie et le groupe motopompe 1 du système d'extinction automatique ;• d'une cuve enterrée de volume 1500 m³ d'eau décarbonatée destinée notamment au process industriel et au groupe motopompe 2 du système d'extinction automatique. Les deux cuves sont alimentées par le forage souterrain qui est en capacité de fournir 150 m ³ /h. Les deux cuves étant accolées, la cuve 2 peut se verser dans la cuve 1, par déversement (niveau haut). L'exploitant a également indiqué qu'un système de vanne présent, pouvait également permettre que la cuve 2 réalimente plus vite la cuve 1. L'exploitant a indiqué que les pompes de forage étaient secourues par un groupe électrogène diesel en cas de coupure de courant permettant de faire fonctionner le forage d'eaux souterraines pour alimenter les réserves incendie. La quantité d'eau disponible pour l'incendie est donc de : 1762 m ³ (cuve 1) + 1500 m ³ (cuve 2) - 70 m ³ (eau utilisée dans le process pendant deux heures) = 3192 m ³ . Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue dans le local de commande des installations de forage. Le synoptique présent recense plus exactement 3 cuves de volumes respectifs : <ul style="list-style-type: none">• 1762 m³• 312 m³ pour l'eau décarbonatée (industrielle)• 1484 m³ Soit un total de 3558 m ³ . Il a été confirmé à l'inspection que ces trois bassins peuvent communiquer entre eux via un jeu de vannes et par déversement.

<p>Le niveau d'eau des bassins est contrôlé avec des poires de niveau qui sont reportées dans le local de commande (supervision). Le jour de la visite, le niveau était vert. Sur l'écran de supervision, il est indiqué 3 types de niveaux : niveau haut, niveau bas et niveau normal. Tous les 3 étaient verts. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection à quel volume consistait chaque niveau, ni à partir de quel niveau le remplissage automatique se mettait en route.</p> <p>Le débit total disponible de 700 m³/h n'a pas été vérifié, ce débit fait l'objet d'une révision en cours avec les services du SDIS, l'exploitant et l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les volumes correspondant à chaque niveau indiqué sur l'écran de supervision ; • si le remplissage des cuves se fait de façon automatique et à partir de quel niveau (et quel volume) se déclenche-t-il ?
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Formation - Service de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant organise une formation de son personnel en matière de sécurité.</p> <p>L'établissement dispose en permanence d'un groupe de première intervention composé de 7 personnes au moins, ainsi que de groupe de deuxième intervention susceptibles d'être mobilisés rapidement en cas d'alerte.</p> <p>Ces groupes s'entraînent périodiquement au cours d'exercices dont la fréquence est adaptée à l'importance des risques encourus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le personnel de fabrication était formé en matière de sécurité. Au cours du second semestre 2025, il est prévu une formation "accueil sécurité" pour tous les nouveaux arrivants sur le thème de la sensibilisation au risque incendie et l'utilisation d'extincteurs.</p> <p>L'établissement dispose d'un groupe de seconde intervention composé de 5 pompiers et de 2 agents de maîtrise (qui sont aussi professionnels de maintenance et de sécurité). 5 équipes se relaient tout au long de la semaine (et des mois) pour être présents 24h/24. L'établissement dispose aussi d'équipiers de première intervention parmi son personnel.</p> <p>Des exercices sont réalisés tout au long de l'année, en général, il est prévu 12 exercices différents. Un même exercice est réalisé plusieurs fois afin que toutes les équipes d'intervention puissent en bénéficier.</p> <p>Le 15 janvier 2025, l'exercice consistait en un départ de feu.</p> <p>Le 28 février 2025, l'exercice consistait en une fuite de gaz dans le bâtiment 01 au niveau d'une galerie. Cet exercice a eu lieu à 18h10. L'inspection a pu consulter le compte-rendu de cet exercice. L'exploitant veille aussi à effectuer un retour d'expérience suite à cet exercice et recense les actions à mener dans son tableau de suivi des actions. Lors de cet exercice, la</p>

principale action consiste à améliorer les affichages et la connaissance du circuit de chauffage/gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 8.14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'opération interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Ce plan sera transmis pour avis à l'inspecteur des installations classées et aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'Opération Interne a été communiqué à l'inspection des installations classées. Le contenu n'a pas été vérifié. Il a été indiqué à l'inspection que ce plan d'opération interne était en cours de révision avec les services du SDIS afin de ne garder que l'essentiel et d'y intégrer les modifications du site (les véhicules à hydrogène à venir par exemple).</p>
Type de suites proposées : Sans suite